

SV

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 38.691/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 1^{er} juillet 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un avant-projet de loi "portant des dispositions diverses (volet III)", a donné le 6 juillet 2005 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"Vu l'urgence motivée par le fait que cette modification de l'article 1^{er} ter de la loi électorale communale précise une des conditions pour qu'un étranger puisse s'inscrire sur la liste des électeurs dressée en prévision des élections communales, en l'occurrence la notion de résidence principale ininterrompue pendant cinq années en Belgique; que cette précision doit être reprise dans l'arrêté royal fixant le modèle de la demande que les citoyens non belges hors Union européenne qui ont établi leur résidence principale en Belgique doivent introduire auprès de la commune de cette résidence principale s'ils souhaitent être inscrits sur la liste des électeurs dressée en prévision des élections communales et que ce modèle de demande écrite doit être fixé dans les plus brefs délais afin de permettre aux étrangers de s'inscrire pour être électeurs aux prochaines élections communales".

*

* *

L'avis du Conseil d'État est demandé sur un projet d'amendement à "l'avant-projet de loi portant des dispositions diverses (volet III)".

La lettre de demande d'avis précise que cet avant-projet de loi a été approuvé par le Conseil des ministres le 9 juin 2005 et qu'il est actuellement soumis à l'avis du Conseil d'État. Il s'agit du dossier examiné sous la référence 38.564/1/2/3/4, pour lequel l'avis du Conseil d'État a été réclamé dans un délai de trente jours.

L'avis du Conseil d'État sur le projet d'amendement est, dans le cas présent, réclamé dans un délai ne dépassant pas cinq jours ouvrables.

En vertu de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, une telle demande n'est recevable qu'"en cas d'urgence spécialement motivée".

.../...

En l'espèce, il ressort de la lettre de demande d'avis que l'urgence est motivée :

"(...) par le fait que (la modification en projet) de l'article 1^{er}ter de la loi électorale communale précise une des conditions pour qu'un étranger puisse s'inscrire sur la liste des électeurs dressée en prévision des élections communales, en l'occurrence la notion de résidence principale ininterrompue pendant cinq années en Belgique; que cette précision doit être reprise dans l'arrêté royal fixant le modèle de la demande que les citoyens non belges hors Union européenne qui ont établi leur résidence principale en Belgique doivent introduire auprès de la commune de cette résidence principale s'ils souhaitent être inscrits sur la liste des électeurs dressée en prévision des élections communales et que ce modèle de demande écrite doit être fixé dans les plus brefs délais afin de permettre aux étrangers de s'inscrire pour être électeurs aux prochaines élections communales".

Cette justification ne suffit pas à motiver spécialement l'urgence qu'il y a ou qu'il y aurait à réclamer communication de l'avis du Conseil d'État dans un délai ne dépassant pas cinq jours ouvrables.

En effet, la justification de l'urgence qui est donnée, ne permet pas de déterminer pour quel motif le modèle des demandes d'inscription sur la liste des électeurs que peuvent introduire les étrangers visés par l'article 1^{er}ter de la loi électorale communale doit ou devrait être fixé dans des délais à ce point brefs qu'il se justifierait que l'avis du Conseil d'État sur le projet d'amendement envisagé soit réclamé dans un délai de cinq jours ouvrables, alors que le prochain renouvellement ordinaire des conseils communaux n'aura lieu que le deuxième dimanche d'octobre 2006 ¹ et que les demandes d'inscription sur la liste des électeurs peuvent être introduites jusqu'à la veille du jour auquel doit être dressée ladite liste ², ce jour étant, en l'occurrence, le 1^{er} août 2006 ³.

En conséquence, la demande d'avis est irrecevable

(1) Voir l'article 7, alinéa 1^{er}, de la loi électorale communale, coordonnée le 4 août 1932.

(2) Voir l'article 1^{er}bis, § 2, alinéa 10, de la loi électorale communale, précitée, auquel renvoie l'article 1^{er}ter, in fine, de la même loi.

(3) Voir l'article 3, § 1^{er}, de la loi électorale communale, précitée.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	H. BOSLY,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été rédigé par M. B. JADOT, premier auditeur chef de section et Mme A. VAGMAN, auditeur et présenté par Mme A. VAGMAN.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

SV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.691/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 1 juli 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende diverse bepalingen (luik III)", heeft op 6 juli 2005 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief als volgt :

"Vu l'urgence motivée par le fait que cette modification de l'article 1^{er} ter de la loi électorale communale précise une des conditions pour qu'un étranger puisse s'inscrire sur la liste des électeurs dressée en prévision des élections communales, en l'occurrence la notion de résidence principale ininterrompue pendant cinq années en Belgique; que cette précision doit être reprise dans l'arrêté royal fixant le modèle de la demande que les citoyens non belges hors Union européenne qui ont établi leur résidence principale en Belgique doivent introduire auprès de la commune de cette résidence principale s'ils souhaitent être inscrits sur la liste des électeurs dressée en prévision des élections communales et que ce modèle de demande écrite doit être fixé dans les plus brefs délais afin de permettre aux étrangers de s'inscrire pour être électeurs aux prochaines élections communales".

*

* *

De Raad van State wordt verzocht advies uit te brengen over een ontwerp van amendement op "het voorontwerp van wet houdende diverse bepalingen (luik III)".

In de brief met de adviesaanvraag wordt aangegeven dat dit voorontwerp van wet door de Ministerraad is goedgekeurd op 9 juni 2005 en dat het thans ter fine van advies aan de Raad van State is voorgelegd. Het gaat om het dossier dat onder nummer 38.564/1/2/3/4 wordt onderzocht en in verband waarmee de Raad van State verzocht is advies uit te brengen binnen een termijn van dertig dagen.

In het onderhavige geval wordt de Raad van State verzocht om over het ontwerp van amendement advies uit te brengen binnen een termijn van ten hoogste vijf werkdagen.

Krachtens artikel 84, § 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State is zulk een aanvraag alleen ontvankelijk "in spoedeisende gevallen die ... met bijzondere redenen (moeten) worden omkleed".

.../...

In casu blijkt uit de brief met de adviesaanvraag dat voor het verzoek om spoedbehandeling de volgende motivering wordt gegeven :

"(...) le fait que (la modification en projet) de l'article 1^{er}ter de la loi électorale communale précise une des conditions pour qu'un étranger puisse s'inscrire sur la liste des électeurs dressée en prévision des élections communales, en l'occurrence la notion de résidence principale ininterrompue pendant cinq années en Belgique; que cette précision doit être reprise dans l'arrêté royal fixant le modèle de la demande que les citoyens non belges hors Union européenne qui ont établi leur résidence principale en Belgique doivent introduire auprès de la commune de cette résidence principale s'ils souhaitent être inscrits sur la liste des électeurs dressée en prévision des élections communales et que ce modèle de demande écrite doit être fixé dans les plus brefs délais afin de permettre aux étrangers de s'inscrire pour être électeurs aux prochaines élections communales".

Die overweging vormt geen voldoende bijzondere reden voor het aangevoerde feitelijke of beweerde spoedeisende karakter op grond waarvan aan de Raad van State wordt gevraagd dat hij zijn advies binnen een termijn van ten hoogste vijf werkdagen meedeelt.

Uit de reden die voor het verzoek om spoedbehandeling wordt opgegeven, kan immers niet worden afgeleid waarom het model van de aanvraag om inschrijving op de kiezerslijst die gedaan kan worden door de vreemdelingen bedoeld in artikel 1^{ter} van de gemeentekieswet, moet of zou moeten worden vastgesteld binnen een dermate korte termijn dat het gerechtvaardigd zou zijn om de Raad van State te verzoeken om zijn advies over het kwestieuze ontwerp van amendement binnen een termijn van vijf werkdagen uit te brengen, aangezien de eerstvolgende gewone vernieuwing van de gemeenteraden niet eerder dan de tweede zondag van oktober 2006 plaatsvindt ¹ en de aanvragen tot inschrijving op de kiezerslijst kunnen worden ingediend tot de dag voor die waarop deze lijst moet worden opgemaakt ², welke dag in casu 1 augustus 2006 is ³.

De adviesaanvraag is bijgevolg niet-ontvankelijk.

(1) Zie artikel 7, eerste lid, van de gemeentekieswet, gecoördineerd op 4 augustus 1932.

(2) Zie artikel 1bis, § 2, tiende lid, van de voormelde gemeentekieswet, naar welke bepaling verwezen wordt in artikel 1^{ter}, in fine, van diezelfde wet.

(3) Zie artikel 3, § 1, van de voormelde gemeentekieswet.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	H. BOSLY,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd opgesteld door de H. B. JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd en Mevr. A. VAGMAN, auditeur en uitgebracht door Mevr. A. VAGMAN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B.VIGNERON

Y. KREINS